

Urgence d'agir pour renflouer les banques alimentaires

Fin novembre, une banque alimentaire du quartier Centre-Sud à Montréal a dû prendre la décision crève-cœur de fermer ses portes temporairement pour cause de sous-financement, d'épuisement et d'incapacité à faire face à la demande croissante. Une pression loin d'être unique, comme en témoignent Action-Gardien, la Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles et Partageons l'Espoir, un organisme du quartier qui gère une banque alimentaire.

À Pointe-Saint-Charles comme ailleurs au Québec, les organismes communautaires en sécurité alimentaire ont fait la preuve de leur capacité d'adaptation et redoublé d'ingéniosité face à la crise. Solidaires et complémentaires, ils se sont concertés sans relâche pour mettre en œuvre des initiatives concrètes et répondre à un besoin essentiel, celui de se nourrir.

Mais la résilience locale a ses limites. L'effort et la cadence imposées depuis le confinement du printemps sont insoutenables à plus long terme. Plusieurs organismes de première ligne sont au bord du gouffre au moment où de trop nombreuses personnes vulnérables ont des besoins criants. Cela soulève trois enjeux de fonds : la responsabilité des pouvoirs publics à assurer des services essentiels durant une crise sanitaire, l'inadéquation entre les fonds d'urgence disponibles et l'ampleur des besoins, et ultimement la nécessité d'un meilleur filet social pour que les banques alimentaires cessent d'être submergées par la demande.

L'insécurité alimentaire plus présente que jamais

Partageons l'espoir a réalisé plus de 8000 dépannages dans Pointe-Saint-Charles et les quartiers voisins depuis le début de la pandémie, dont 53% à des ménages récemment inscrits. Chaque semaine, ce sont 20 nouvelles inscriptions qui s'ajoutent, des familles avec enfants (30%) mais aussi des personnes seules en situation de grande précarité (43%). Les répercussions économiques de la crise sanitaire sur les plus vulnérables sont là pour durer.

Le niveau d'insécurité alimentaire est tel que Partageons l'espoir doit faire des choix déchirants, dont la réduction du nombre de paniers par ménage en décembre. Alors qu'en début de pandémie, une famille ayant un besoin immédiat pouvait être desservie à 24h d'avis, elle doit maintenant attendre près d'une semaine pour une livraison de panier.

Des fonds d'urgence, maintenant !

Opérer une banque alimentaire en temps de Covid coûte beaucoup plus cher. Partageons l'Espoir en sait quelque chose, avec 40 000\$ de plus qu'en temps normal à dénicher chaque mois. Au-delà des défis logistiques pour la livraison à domicile et de la difficulté à recruter des bénévoles, le principal enjeu demeure la faible marge de manœuvre financière pour des embauches supplémentaires et surtout l'achat de denrées fraîches et nutritives pour compléter l'approvisionnement de Moisson Montréal qui, quoique bienvenu, est largement insuffisant pour remplir les paniers.

Lors de la première vague, malgré la complexité de l'accès aux fonds d'urgence, les coûts supplémentaires ont pu être en partie assumés. Mais cet automne, la réalité est tout autre. Les fonds disponibles sont insuffisants et en déconnexion complète des besoins réels, sans compter les critères d'octroi restrictifs des ministères et des fondations par lesquelles transitent une large part des fonds publics. Quant aux millions récemment annoncés par le fédéral pour les banques alimentaires et répartis entre de grands organismes régionaux, impossible encore aujourd'hui de comprendre comment les faire atterrir

localement. Après avoir essayé plusieurs refus, la banque alimentaire de Partageons l'espoir prévoit un déficit de 130 000\$ d'ici la fin du mois de juin 2021.

Se nourrir, un besoin de base essentiel

La pandémie a révélé et exacerbé les inégalités sociales. Espérons qu'elle aura aussi démontré la nécessité d'un revenu décent pour se nourrir et couvrir ses besoins de base. Les pertes de revenus et d'emplois ont forcé de nouvelles personnes à rejoindre les rangs déjà trop nombreux des plus pauvres qui n'ont d'autres choix que d'avoir recours aux banques alimentaires. Le plan de relance gouvernemental devra inclure l'amélioration des conditions de vie des personnes marginalisées et à faible revenu.

En pleine crise sanitaire, c'est une responsabilité publique de répondre à l'accroissement des besoins en aide alimentaire. Cela ne peut reposer sur les seules épaules du secteur communautaire, ni sur la générosité des donateurs. L'urgence aujourd'hui, c'est que les organismes de première ligne passent à travers l'hiver. Sans fonds supplémentaires et accessibles à l'échelle locale, d'autres organismes risquent de suspendre des services ou de fermer leurs portes, avec toutes les répercussions que cela aura sur les personnes les plus vulnérables.

Stéphanie Taillon, directrice générale, Partageons l'espoir

Karine Triollet, coordonnatrice, Action-Gardien, Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles